

AVENIRS

LE DEVOIR, LE MARDI 4 JUIN 1996

Etat de la réserve collective de sang

+	Critique
	O- 40%

La Société canadienne de la Croix-Rouge
Info-collecte: 524-6724

CAHIER
Agenda Culturel Page B6
Culture Page B8
Économie Page B2
Les sports Page B5

ÉDUCATION

Un véritable trésor

La recherche en éducation est souvent dévalorisée et considérée comme peu scientifique. Mais il arrive fréquemment que «les attentes» soient irréalistes. Dans une société où tout va trop vite — à un point tel que les causes d'un malaise deviennent rapidement ses conséquences — on veut à tout prix éliminer le décrochage scolaire, comme si une potion magique pouvait être brevetée demain matin!

La recherche dans les domaines de la médecine, de la biologie, de la chimie, de la physique, de l'aéronautique et même des sciences sociales a meilleure réputation que la recherche en éducation. Cependant, la recherche sur le cancer, malgré des progrès gigantesques, ne permet pas aux médecins de tout guérir, et nous avons pleuré la mort de personnes chères décédées à 40-45 ans de cancers fulgurants. Le VIH continue ses ravages et la contamination prendra des proportions effroyables. Malgré les sondages et les recherches en sociologie, en géographie humaine et en économie, la pauvreté persiste. Mais pour l'éducation qui doit jouer avec presque autant de paramètres qu'il y a d'individus, aucun vaccin contre le décrochage et l'échec scolaires ne sera inventé. Et qui plus est, tant en éducation, qu'en médecine, en sociologie ou en économie, quand un mal est maîtrisé, il en surgit un autre qui provient souvent des défenses curatives déployées.



Louise Julien

Un espoir cependant! La Commission internationale sur l'éducation pour le 21^e siècle, présidée par Jacques Delors, a remis en mars dernier son rapport à l'UNESCO, intitulé *L'éducation. Un trésor est caché dedans* (Éditions Odile Jacob). Ce rapport, fruit de la réflexion de 15 personnalités et de plusieurs spécialistes consultés, dont quelques-uns au Québec, permet au lecteur de partager les problèmes d'enseignants et de parents d'autres pays, dans un contexte de mondialisation. Evidemment il est question de pays qui connaissent l'abondance matérielle et l'accès à l'information, et de certains qui ne peuvent même pas se «brancher» n'ayant pas l'électricité, mais ces inégalités honteuses permettent aux auteurs de réfléchir sur la formation des enseignants. Le rapport propose des «pistes et recommandations» importantes concernant la revalorisation du statut de l'enseignant, «si l'on veut que le concept de l'éducation tout au long de la vie» remplisse la mission centrale que la Commission lui assigne pour le progrès de nos sociétés et pour le renforcement de la compréhension mutuelle entre les peuples.

Ce concept de l'éducation tout au long de la vie» ramène au «concept de société éducative», une société dans laquelle «s'offrent de multiples opportunités d'apprendre, à l'école comme dans la vie économique, sociale et culturelle» (p.172). Ce dernier concept était d'ailleurs au cœur du rapport Faure, *Apprendre à être* (1972) — déposé lui aussi à l'UNESCO — qui sonnait le glas de l'école comme seul lieu de formation; le rapport Faure nous sensibilisait au fait que toute la cité allait devenir éducative par ses offres contemporaines: radio, télévision, musées, journaux, revues, informatique, etc. Le chapitre *Innovation et recherches d'alternatives* était déjà porteur d'avenir et le questionnement fondamental du quand et comment l'être apprend était perçu de façon beaucoup moins restrictive qu'auparavant. Cette réflexion a cheminé en 24 ans et le rapport Delors la poursuit en développant davantage les enjeux de l'enseignement secondaire où le principe est «d'organiser la diversité des parcours sans jamais fermer la possibilité d'un retour ultérieur dans le système éducatif» (p. 156). L'idée d'un «crédit de temps d'éducation utilisable tout au long de la vie» est même avancée; cette notion de *educational voucher* est apparue aux États-Unis, il y a une trentaine d'années et a été discutée de façon passionnée, dans les années 1970, à la faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal. Il y a là une piste certaine pour une réforme de l'éducation qui se fait toujours attendre au Québec.

Le rapport Delors est un rapport de confiance. Il privilégie la relation entre maître et élève, «les technologies les plus avancées ne pouvant venir qu'à l'appui du rapport (transmission, dialogue, confrontation) entre l'enseignant et l'enseigné». Pour les auteurs, «l'université doit être au centre du dispositif [principes et recommandations du rapport]. Elle se verrait assigner quatre fonctions essentielles: la préparation à la recherche et à l'enseignement; l'offre de formations très spécialisées et adaptées aux besoins de la vie économique et sociale; l'ouverture à tous, pour répondre aux multiples aspects de ce qu'on appelle l'éducation permanente au sens le plus large; la coopération internationale» (p. 156).

La recherche en éducation reçoit ici un appui important et essentiel pour favoriser l'organisation de quatre piliers de l'éducation: «apprendre à connaître, apprendre à faire, apprendre à vivre, apprendre à être» (p. 91-105). Et si le décrochage et l'échec scolaires baissent un peu pavillon avec des approches plus respectueuses de l'apprentissage et de l'être!

Le sous-titre du rapport Delors *Un trésor est caché dedans* vient de la fable de La Fontaine, dans laquelle le labourer dit à ses enfants:

«Gardez-vous de vendre l'héritage,
Que nous ont laissé nos parents.
Un trésor est caché dedans.»

Louise Julien est professeure au département des sciences de l'éducation de l'UQAM.

Encore au stade du bénévolat

Peu d'écoles branchées pour élèves branchés

Timidement, certaines écoles québécoises lancent des projets originaux sur Internet

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

Malgré la place presque démesurée qu'Internet occupe dans l'espace médiatique, peu d'écoles naviguent sur le réseau et encore moins disposent de leur propre site. Au dernier congrès de l'Alliance des professeurs de Montréal en mai, des centaines d'enseignants se précipitaient dans les ateliers consacrés à Internet, histoire de comprendre «comment ça marche».

«La plupart du temps les sites Internet ouverts par des écoles ou des commissions scolaires sont réalisés le soir après les heures de classes», explique Robert David, un des deux coordonnateurs de CyberScol, cette «école virtuelle» issue de la commission scolaire de Sherbrooke. «Et on se fait souvent dire qu'il faut que les enseignants s'impliquent plus. Mais vont-ils le faire encore longtemps à temps perdu?» lance-t-il.

Pour le moment, si on compte de plus en plus d'écoles et de commissions scolaires qui ouvrent un site Internet, il s'agit pour la plupart de sites «corporatifs», qui présentent les objectifs de l'école, une adresse où écrire, la nature de certains projets, quelquefois un journal de classe. En naviguant sur Internet, on peut également croiser une multitude de sites d'associations de professeurs, de pédagogues, consacrés à l'impact des nouvelles technologies et aux enjeux pédagogiques que ces nouveaux outils représentent.

Timidement, certaines écoles lancent un projet original: l'école secondaire Les Seigneuries à Saint-Pierre-les-Beccquets, par exemple, vient d'ouvrir un site où le public pourrait, en principe, jouer en réseau à un «Scrabble des Seigneurs» à compter de septembre.

Mais Robert Bibeau, du ministère de l'Éducation, coordonnateur du projet «L'école informatisée clés en main», convient que «nos écoles ont pris du retard à se brancher et à se présenter sur Internet».

Selon lui, l'une des raisons viendrait de ce que le Québec a développé un réseau informatique «privé», Edupac, qui utilise le logiciel First Class comme outil de navigation, plu-

tôt qu'un outil grand public comme Netscape.

Il existe d'ailleurs une volonté des différents acteurs du milieu de «migrer» sur Internet et ses outils Netscape. Mais tout le monde convient aussi que la présence limitée des écoles sur Internet est d'abord et avant tout un problème financier.

Réjean Payette, un spécialiste des nouvelles technologies en éducation à la société GRICS, rappelle que les écoles manquent de tout, d'appareils adéquats, d'ordinateurs en réseau. De plus, fait-il remarquer, «une école reliée à Internet ce n'est pas une école qui dispose d'un seul poste de travail relié à Internet, mais une école dont tous les postes sont reliés simultanément à Internet».

«Les enseignants manquent de formation et sont quelquefois réticents à modifier encore une fois leurs méthodes pédagogiques, ajoute-t-il, mais ils démontrent un grand intérêt pour ces nouvelles technologies».

Terri Verret, directrice générale de l'Association québécoise des utilisateurs de l'ordinateur au primaire et au secondaire, rappelle de son côté qu'«on ne peut rien faire tant qu'on n'aura pas changé nos pratiques pédagogiques. Or, 90 % des pratiques pédagogiques demeurent traditionnelles, avec le maître qui parle en avant».

Projets de passionnés

Au Québec, à part le projet CyberScol, des exemples les plus intéressants d'utilisation des nouvelles technologies demeurent le Village Prologue.

Ce concept étonnant est né de la passion de quelques individus convaincus, dont Didier Tremblay, un professeur d'informatique de Saint-Césaire au secondaire, à la commission scolaire Provençal.

Ce village imaginaire, mais ancré dans la réalité historique québécoise de 1853, comprend quelque 500 «habitants», du quèteux au seigneur du village en passant par le forgeron ou l'aubergiste.

Parmi tous ces habitants, on dispose d'une sorte de canevas de personnalité pour 28 personnages, avec qui les élèves sont invités à communiquer par voie électronique. Une centaine de bénévoles, parents, professeurs, conseillers pédagogiques, animent les personnages et répondent aux élèves.

Didier Tremblay évalue à 185 le nombre de groupes-classes qui fréquentent le village, ce qui permettrait d'atteindre quelque 5000 élèves, surtout de la fin du primaire et du début du secondaire.

Le Village Prologue présente des avantages pédagogiques évidents: pour communiquer avec les personnages les élèves doivent travailler la qualité de la langue, effectuer des recherches sur l'histoire du Québec, comparer leur mode de vie à celui d'il y a un siècle, et ainsi de suite.

«C'est une sollicitation à l'imagination en classe», explique Didier Tremblay.

Mais l'accès au village demeure limité. Techniquement, le village utilise le logiciel FirstClass, et il est réparti sur 12 serveurs, 11 au Québec et un en France.

«Nous travaillons présentement à transférer l'ensemble du village sur un site Web qui utiliserait Netscape, ajoute Didier Tremblay. Actuellement FirstClass nous permet un contrôle total sur la messagerie, mais demeure limité pour l'animation et le graphisme. Nous cherchons une formule pour développer notre village sur Internet. Par exemple, le grand public pourrait fréquenter une partie du village, et un autre accès pourrait être réservé à des abonnés».

Réjean Payette, de la Société GRICS, rappelle qu'il n'existe pas de solution unique aux applications pédagogiques de l'ordinateur. Mais il convient que «les écoles devraient développer leur propre site sur le Web à la condition qu'elles en aient l'entier contrôle».

Comme tout le monde dans le milieu, Réjean Payette attend de voir si le gouvernement québécois finira par accoucher d'un plan d'action sur les nouvelles technologies à l'école, mais il fait remarquer que «le seul véritable plan d'action doit venir des écoles elles-mêmes. On n'impose pas un plan uniforme à l'ensemble des écoles. Ce qu'il faut, c'est donner les moyens financiers aux écoles d'élaborer leur plan d'intégration des nouvelles technologies de l'information et de le mettre en œuvre.»

Piquecos: un village globalisé

Piquecos, minuscule village français de 305 habitants à 60 kilomètres de Toulouse. Une seule école, qui reçoit 23 enfants des trois communes environnantes, les 9-10 ans.

Une petite école d'un tout petit village du Midi-Pyrénées qui n'aurait rien, de prime abord, pour être célèbre. Pourtant, elle communique avec le monde entier et le monde entier lui écrit. Elle illustre de façon étonnante comment des individus déterminés peuvent utiliser Internet de façon créatrice sans qu'il en coûte une fortune.

L'école de Piquecos possède son propre site Internet, et ce site est un modèle de ce que pourrait être un site scolaire. On y trouve quelques grandes têtes de chapitre, un outil de recherche par mots clés, plusieurs projets pédagogiques en cours, des textes sur les équipes de rugby préférés des élèves, sur leurs groupes rock préférés. Les élèves offrent un journal de classe, *Le Tumulus*, et ils ont même conçu une petite carte géographique qui identifie la provenance de leurs grands-parents.

On peut également cliquer sur leurs activités de classe: un peu d'astronomie, des comptines en italien pour un projet d'expérimentation en langue étrangère, des notes de lectures, des poésies, des récits d'excursion, des résultats sportifs, la photo de la semaine, la charade du jour, etc.

En consultant leur boîte à messages, on

constate que Piquecos reçoit des messages du Maroc, du Japon, d'Angleterre... et du Québec: une petite fille de Saint-Honoré qui se promenait sur Internet avec son père, leur propose de mieux faire connaître son Saguenay-Lac-Saint-Jean.

C'est l'enseignant de cette petite classe, Pierre Valade, qui a réalisé lui-même la conception du site. Ancien employé pendant trois ans de Apple France, il convainquit, à l'automne 1995, le maire de la commune de renouveler l'équipement informatique de l'école.

«Dans notre village, l'accord avec le maire est parfait», explique Pierre Valade, dans une entrevue au *Devoir*. Et c'est le rectorat de l'Académie de Toulouse qui héberge le site et fournit gratuitement l'accès au réseau.

«Tous les travaux du site ont été réalisés par les élèves, explique Pierre Valade, de manière traditionnelle, avec du papier et un crayon. Il n'y a que les photographies qui sont prises directement avec un appareil photographique numérique. Lorsque les textes sont convenables, ils sont saisis en traitement de texte par les enfants. J'interviens alors, le soir chez moi, pour transcrire le tout en langage html, puis je leur fais visionner la maquette.»

«Pratiquement tout est prétexte à enrichir le site, ajoute Pierre Valade: visites guidées,

lectures, sorties... Les enfants sont très motivés par la production sur Internet, et j'utilise cette forte motivation pour réaliser les travaux de classes, surtout les travaux écrits: l'écriture n'est plus un simple artifice pour répondre aux exigences du maître, mais un moyen de communication.»

Pour Pierre Valade, ce nouvel outil représente un formidable «vecteur de lecture», mais aussi d'écriture. M. Valade explique d'ailleurs que les élèves apprécient au plus haut point de recevoir des messages: lorsque leurs interlocuteurs ne respectent pas les règles d'écriture, «il m'est plus facile de parler de l'orthographe», commente-t-il.

Et puis ces messages permettent évidemment aux élèves de s'ouvrir sur le monde. On situe sur une carte le pays ou la région d'origine du message, on effectue parfois un travail de recherche sur la région en question.

P. C.

Une version hypertexte du dossier sur les écoles publiée hier et aujourd'hui dans Le Devoir peut être consultée sur le site W3 de la page Planète: <http://www.vir.com/Planete/planete.htm>

Cette version comprendra également tous les hyper-liens permettant d'accéder aux sites mentionnés dans les articles, ainsi que quelques liens supplémentaires.

Ne manquez pas notre cahier spécial

Les samedis 8 et 15 juin 1996

lectures d'été

Tombée publicitaire: le vendredi 7 juin pour le 15 juin.



LE DEVOIR

ÉCONOMIE

XXM	TSE-300	DOW JONES	S CAN	OR
↑	↓	↓	↑	↓
+2.00	-12.11	-18.47	+0.02	-0.70
2562.17	5234.29	5624.71	73.08	390.20

Service de communication personnelle

Microcell lancera une émission de 200 millions aux États-Unis

ROBERT DUTRISAC LE DEVOIR

Cinq mois après avoir obtenu une des quatre licences octroyées par Industrie Canada pour le Service de communication personnelle (SCP), cette nouvelle génération numérique de téléphonie sans fil, Microcell s'apprête à lancer une émission de débentures de quelque 200 millions US aux États-Unis.

À l'occasion d'une conférence de presse servant au dévoilement de Fido, la marque de commerce sous laquelle Microcell veut se faire connaître du grand public, le président et chef de la direction de Microcell Télécom, André Tremblay, s'est réjoui du fait que deux agences d'évaluation de crédit, Moody's et Duss and Phelps, aient accordé à la dette de sa compagnie des cotes B, plutôt que dans les C, ce qui en facilitera d'autant le financement sur les marchés. Il a indiqué que l'émission de débentures de cette année sera vraisemblablement suivie par une émission publique d'actions dès l'an prochain.

Microcell Télécom poursuit son plan de match et promet de desservir avant la fin de 1996 la grande région de Montréal, ce qui devrait vraisemblablement faire de Microcell Solutions, l'entité qui fournit le service, la première entreprise de SCP à exploiter un réseau. Au cours du premier trimestre de 1997, quatre autres grandes villes canadiennes — Toronto, Vancouver Ottawa et Québec — seront desservies et à la fin de 1998, les réseaux de Microcell s'étendront dans les 25 plus grandes villes canadiennes pour atteindre 20 millions de personnes.

En infrastructure seulement, Microcell prévoit investir 600 millions en trois ans et privilégie une structure financière en trois tiers: un financement en provenance des

vendeurs d'équipement et d'emprunts conventionnels auprès des banques, des débentures à haut rendement et, enfin, le capital-actions. Parmi les actionnaires de Microcell, on retrouve Télé systèmes et COM 2i, deux entreprises reliées à Charles Sirois, Call-Net Entreprises, le Groupe Vidéotron, Shaw Cablesystems, FirstTel Communication Corporation et Phonespot.

Microcell dévoilait sa marque de commerce, hier: Fido, un nom choisi pour sa simplicité qui s'inspire de celle du réseau de SCP britannique Orange. Utilisant la norme GSM, une des deux normes de SCP les plus répandues, l'autre étant le CDMA pour lequel a opté Bell Mobilité, le téléphone sans fil dont sera muni l'abonné de Microcell sera activé par une carte à puces qui contiendra un certain nombre d'informations, notamment l'identité de l'abonné, qui pourra à terme se servir d'un autre téléphone que le sien à l'étranger, par exemple, en y insérant sa carte. Elle peut en principe servir à d'autres applications: servir de clé ou de porte-feuille, a cité comme exemples, Cristiane Bourbonnais, vice-présidente chez Microcell Solutions.

À l'heure actuelle, les réseaux de téléphonie cellulaire ne comptent que 2,2 millions d'abonnés au Canada. Les SCP permettront de porter ce nombre à 14,3 millions d'abonnés, selon une étude de l'industrie, a dit M. Tremblay. Tandis que 8,7% de la population adulte est abonnée au cellulaire, cette technologie ne transporte que 1% des minutes téléphoniques au Canada. Microcell entend changer cet état de choses en pratiquant une tarification plus basse que le cellulaire actuel et en offrant davantage de services. «Nous voulons que le SCP devienne le téléphone de tous les jours des usagers», a souligné M. Tremblay qui n'a pas voulu être précis relativement à la grille tarifaire de Fido.

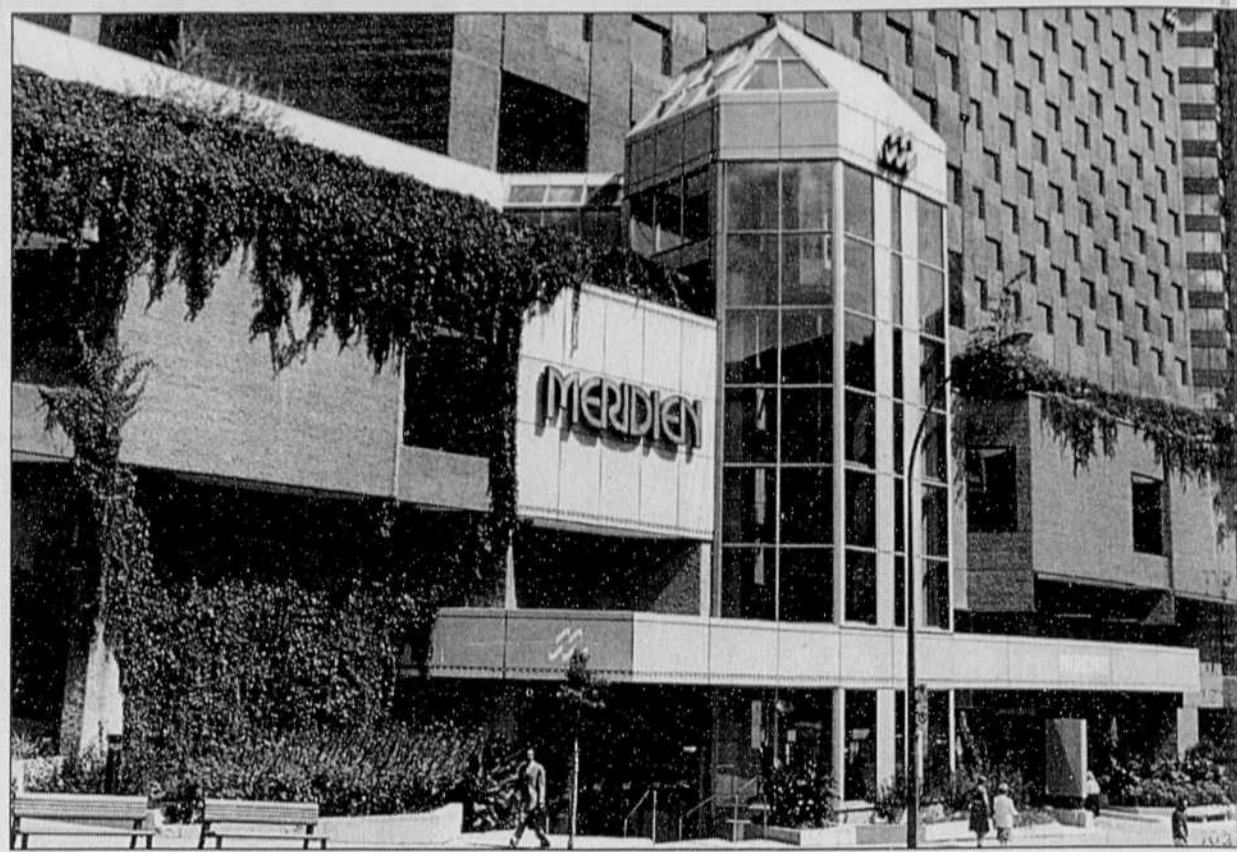


PHOTO ARCHIVÉS

Place Desjardins avait pris la décision de remplacer le 26 mai dernier son gestionnaire actuel, le Meridien, par quatre gestionnaires, ce qui devait entraîner la fin de la convention collective en vigueur, par conséquent des droits acquis des 300 employés syndiqués.

Hôtel Meridien

L'injonction est prolongée d'une semaine

LE DEVOIR

L'injonction interlocutoire qui frappe l'hôtel Meridien est prolongée d'une autre semaine, pour donner le temps aux procureurs concernés de discuter, dit-on, de discuter de certains points de droit techniques. Les parties se sont entendues pour poursuivre leurs travaux dans la discrétion. Par ailleurs, la CSN poursuit sa stratégie de pressions sur la Fédération des caisses populaires de Montréal et de l'Ouest-du-Québec (FMO).

Hier matin, le juge Jacques Vaillancourt de la Cour supérieure, avec l'accord des parties, a décidé de maintenir en vigueur jusqu'à lundi prochain à 17 heures l'injonction

interimaire obtenue par la CSN le 25 mai dernier, forçant ainsi Place Desjardins Inc. et La Société des Hôtels Meridien à maintenir en fonction l'hôtel du Complexe Desjardins, sans rien changer aux conditions de travail et de salaires pour tous les employés.

Place Desjardins avait pris la décision de remplacer le 26 mai dernier son gestionnaire actuel, le Meridien, par quatre gestionnaires, ce qui devait entraîner la fin de la convention collective actuelle, par conséquent des droits acquis des 300 employés syndiqués. La CSN a alors demandé une injonction pour donner le temps à un commissaire du travail d'établir qui était le véritable patron dans cet hôtel. Selon le syndicat et la centra-

le, le patron réel a toujours été Place Desjardins et non pas le gestionnaire Meridien, de telle sorte que le remplacement du gestionnaire ne peut pas être invoqué pour justifier le rejet du syndicat et des droits acquis des syndiqués.

Pendant que les avocats poursuivent leurs discussions, la CSN réitére son invitation à tous les syndicats qui ont des comptes dans les caisses populaires de la FMO de les transférer dans des caisses d'économie affiliées à une autre fédération. On demande dans un premier temps aux 75 syndicats de 100 membres et plus à poser ce geste. Depuis le lancement de ce mouvement de pressions, quatre syndicats ont suivi la consigne.

Multimédia: une quarantaine d'entreprises françaises sont attendues au MIM

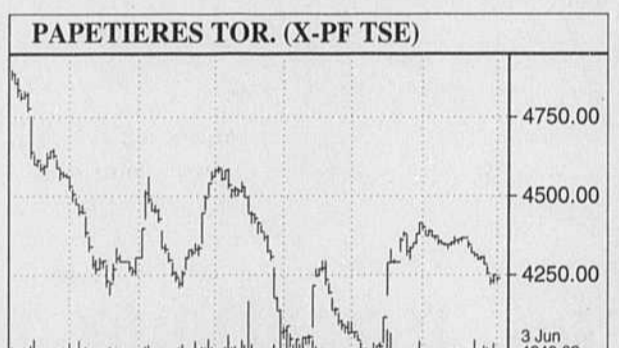
À l'ombre cette année de l'immense conférence internationale INET 96, se déroulera la troisième édition du Marché International du multimédia (MIM), un événement local auquel participera toutefois une quarantaine d'entreprises françaises.

Le ministère des Relations internationales du Québec organise, dans le cadre du MIM, des «rencontres industrielles» sur le modèle de celles qui avaient été organisées en France, 29 entreprises et 10 organismes du Québec et une centaine d'entreprises françaises du secteur des infomatiques et du multimédia. Momentanément,

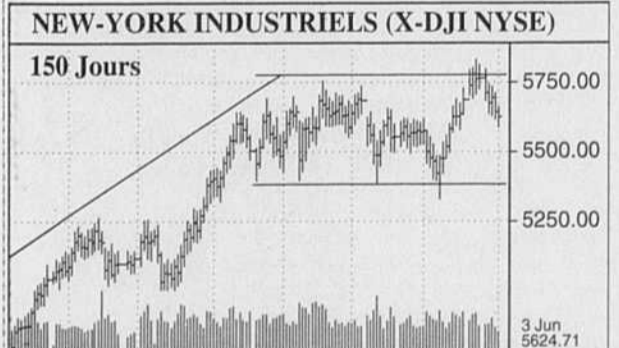
INET 96 et le MIM, qui se tient du 27 au 29 juin, feront «du Québec le centre mondial des infomatiques et du multimédia», a souligné le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, Sylvain Simard. Il participait hier à une conférence de presse à laquelle prenaient part le ministre de la Culture et des Communications Louise Beaudoin, le député fédéral d'Outremont et secrétaire d'Etat, Martin Cauchon, ainsi que le directeur général du MIM et animateur du Café électronique et de la Cité des arts et des nouvelles technologies de Montréal, Hervé Fischer.

Doté d'un budget de 400 000 \$ dont le tiers provient des gouvernements, le MIM, doublant sa taille de l'an dernier, attend 3000 visiteurs et 200 exposants. Ouvert aux délégués d'INET 96, un événement qui se veut avant tout une conférence scientifique, le MIM est une foire commerciale destinée aux artisans de l'industrie et à leur clientèle. En plus de l'exposition, le MIM abritera des conférences ou ateliers sur onze thèmes dont la publicité et le marketing, le cinéma et la télévision, l'éducation, les musées, le financement, les loisirs et les jeux. R.D.

COUP D'ŒIL BOURSIER



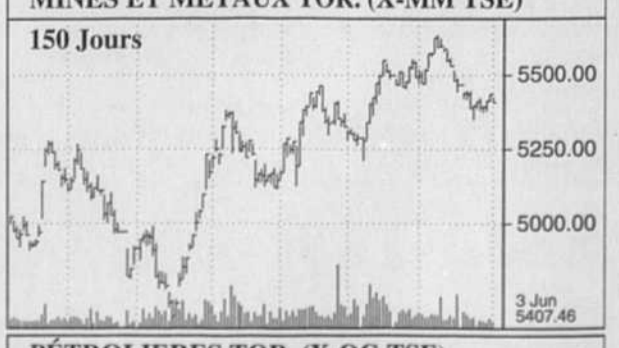
	Volume (000)	Ferme	Var. (\$)	Var. (%)
BOURSE DE MONTRÉAL				
XXM: Indice du marché	11063	2562.17	+2.00	0.1
XCB: Bancaire	4590	3045.88	-5.08	-0.2
XCO: Hydrocarbures	1096	1971.40	+0.81	0.0
XCM: Mines et métaux	3087	3405.66	-15.35	-0.4
XCF: Produits forestiers	297	2423.05	-3.47	-0.1
XCI: Bien d'Équipement	1868	2522.44	+6.34	0.3
XCU: Services publics	1573	2144.66		



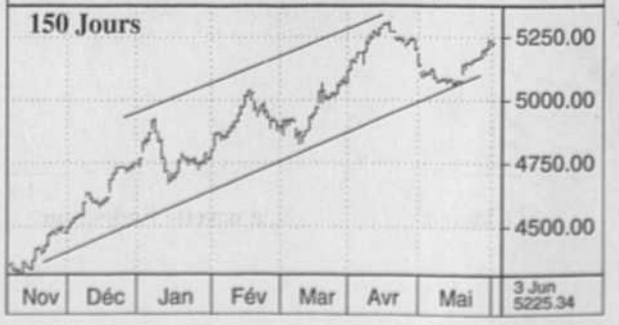
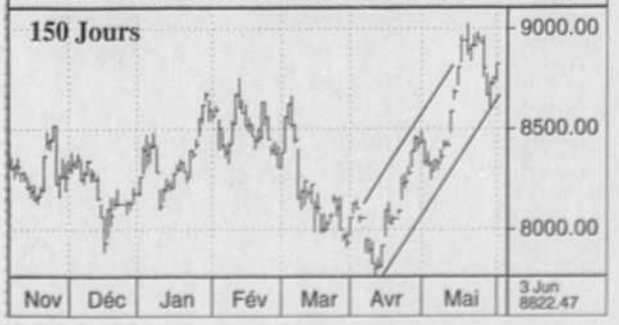
	Volume (000)	Ferme	Var. (\$)	Var. (%)
BOURSE DE TORONTO				
TSE 35	12244	271.48	+0.34	0.1
TSE 100		316.50	-0.64	-0.2
TSE 200		320.22	-1.13	-0.4
TSE 300	33802	5234.29	-12.11	-0.2
Institutions financières	4647	3961.33	-9.33	-0.2
Mines et métaux	1673	5407.46	-27.48	-0.5
Pétrolières	7380	5225.34	-11.48	-0.2
Industrielles	3831	3651.54	-13.47	-0.4
Aurifères	5877	13106.91	-92.80	-0.7
Pâtes et papiers	984	4240.62	-10.72	-0.3
Consommation	1264	8822.47	+67.69	0.8
Immobilières	58	1660.79	+9.50	0.6
Transport	1612	5125.89	-67.35	-1.3
Pipelines	716	4099.04	+6.69	0.2
Services publics	863	3904.71	-9.42	-0.2
Communications	599	9404.76	+34.22	0.4
Ventes au détail	3626	3991.43	+14.42	0.4
Sociétés de gestion	666	6063.14	-7.29	-0.1



	Volume (000)	Ferme	Var. (\$)	Var. (%)
BOURSE DE VANCOUVER				
Indice général	37141	1466.42	+7.04	0.5
MARCHÉ AMÉRICAIN				
30 Industrielles	23627	5624.71	-18.47	-0.3
20 Transports	3635	2237.98	+9.98	0.4
15 Services publics	2964	208.50	-1.46	-0.7
65 Dow Jones Composé	30227	1839.81	-2.54	-0.1
Composite NYSE		358.27	-0.56	-0.2
Indice AMEX		588.31	-1.42	-0.2
S&P 500		676.00		
NASDAQ		1238.73	-4.70	-0.4



Compagnies	Volume (000)	Haut (\$)	Bas (\$)	Ferm. (\$)	Var. (\$)	Var. (%)
MVP CAP CP RV	10858	0.17	0.14	0.15	+0.01	7.1
SIKAMAN GOLD RES	5137	0.17	0.14	0.16	+0.01	6.7
NOWSCO WELL	2883	35.30	35.00	35.15	+2.55	7.9
CARA OPERATIONS A	2325	4.10	3.95	4.10	+0.05	1.2
MINERAL RES CP	1688	0.13	0.11	0.12	-0.01	-7.7
BK OF NOVA SCOTIA	1676	33.25	32.90	33.20	+0.15	0.5
MADSEN GOLD CP	1608	2.85	2.60	2.80	-0.10	-3.5
SLEEMAN BREWERIES	1548	7.50	6.50	7.00		
LIDLAW INC B	1360	13.80	13.35	13.60	-0.20	-1.4
PURE GOLD RES INC	1304	0.37	0.34	0.34	+0.01	3.0



DECISION-PLUS
VIDÉOCASSETTE GRATUITE
Découvrez un autre aspect de la bourse avec Michel Carignan
(514)392-1366

Compagnies	Volume (000)	Haut (\$)	Bas (\$)	Ferm. (\$)	Var. (\$)	Var. (%)
GOLDEN BRIAR	640	0.54	0.41	0.42	-0.02	-4.6
DENISON MINES LTD	579	0.38	0.38	0.38	+0.01	2.7
POCO PETR LTD	490	11.20	11.15	11.15	-0.05	-0.4
HEMLO GOLD MINES	282	17.65	17.40	17.50	-0.05	-0.3
DIADEM RES LTD	248	8.35	7.65	8.00	-0.25	-3.0
ALGENE B	244	3.75	3.15	3.20	-0.50	-13.5
LITHOS CP	232	2.85	2.71	2.84	-0.03	-1.0
MAZARIN MNG CP	199	1.84	1.70	1.76	+0.01	0.6
NOVA CP	195	13.15	13.05	13.15		
LYON LAKE MINES	193	1.39	1.32	1.35	+0.05	3.8

ÉCONOMIE

EN BREF

VOYAGEUR
VEND SON CIRCUIT
MONTREAL-TORONTO

Voyageur Colonial, d'Ottawa, a vendu à Trentway Wagard, de Peterborough, son circuit Montréal-Toronto, ainsi que d'autres liaisons interurbaines connexes, et 19 autobus de Voyageur. «Trentway offrira des emplois à 42 chauffeurs et 3 employés non syndiqués», a ajouté cette dernière, qui se définit comme étant l'une des plus grandes compagnies de service de transport interurbain opérant dans la région de Toronto et dans le sud de l'Ontario. Voyageur conserve donc les services interurbains de passagers et de colis entre Ottawa, Montréal, Kingston, Cornwall, Prescott et Maniwaki.

VIDÉOTRON CENTRALISE
HORS DU CENTRE

Vidéotron a annoncé hier une réorganisation des services administratifs de sa région Centre avec l'objectif de concentrer à Montréal et Québec les services téléphoniques, les services de perception et les contrôles financiers de ses bureaux de Sherbrooke, de Victoriaville et de Cap-de-la-Madeleine. «Les 28 employés touchés par cette centralisation auront la possibilité de se relocaliser à Montréal ou à Québec, selon le cas. Les employés qui préféreront quitter l'entreprise et demeurer dans leur région respective pourront bénéficier d'un programme d'aide à la recherche d'un autre emploi et d'une compensation monétaire de transition», a souligné Vidéotron, qui explique: «L'industrie de la cablodistribution évolue très rapidement et devra faire face à très court terme à une nouvelle concurrence. Cette ouverture des marchés, alliée à la commercialisation de nouveaux produits et services, à l'avènement des nouvelles technologies de l'information de même qu'à la nécessité de réduire les coûts, ont ainsi amené Vidéotron à revoir ses façons de faire et ses modes d'exploitation.»

COMAIR COMMANDE
DES RJ

Comair, transporteur d'appoint de Delta Airlines, a fait passer de 45 à 50 le nombre de ses commandes fermes d'avions Regional Jet, de Canadair, en levant cinq de ses options. Par la même occasion, le transporteur prend cinq nouvelles options, portant ainsi à 25 le nombre total de ses options. «Si elle fait valoir toutes ses options, COMAIR possèdera à la fin une flotte de 75 appareils Regional Jet», a ajouté la filiale de Bombardier, qui prend soin de souligner que «Comair est le plus important exploitant d'appareils Regional Jet, sa flotte comptant actuellement 34 de ces appareils en service». Le carnet de commandes de l'appareil Regional Jet de Canadair compte maintenant 149 appareils. À ce jour, 116 appareils ont été livrés à des compagnies aériennes des États-Unis, du Canada, de la France, de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Malaisie.

ENTENTE ENTRE
ENVIRONNAIR ET GAZ
MÉTROPOLITAIN

(PC) — Environair S.I.P.A. et Gaz Métropolitain ont conclu une entente pour la mise au point d'une unité de démonstration pour une technologie prometteuse de réduction des oxydes d'azote. Le projet ESO (Elimination Systématique des Oxydes d'azote) vise le contrôle et la réduction de ces émissions par des procédés plus efficaces, moins coûteux et plus respectueux de l'environnement. Cette entente de 2,7 millions\$ est l'aboutissement des efforts de recherche conjoints de Gaz Métropolitain et d'Environair S.I.P.A. et permettra la création d'une nouvelle entreprise, de plusieurs emplois spécialisés et pourrait éventuellement permettre la commercialisation à l'échelle mondiale de cette technologie environnementale.

NOUVELLE FIRME
DE CONSEILLERS
EN PLACEMENTS

Conseillers en placements Perigee émergera de la fusion de deux firmes canadiennes, soit MT Associates Investment Counsel (MTA) et les Conseillers en placements MuCan, une filiale à part entière de la Mutuelle du Canada. La fusion se fera d'ici le 30 juin. La nouvelle firme gèrera un actif de plus de 10 milliards composé de caisses de retraite, de fonds de sociétés et de fonds personnels. Les membres de la direction, y compris tous les professionnels en placements, deviendront les actionnaires majoritaires de la nouvelle société et le Groupe La Mutuelle détiendra le reste des actions, prend-on soin d'ajouter



Selon une compilation de la revue Commerce et du Financial Post

Dix des 25 plus grosses entreprises
canadiennes ont leur siège social à Montréal

PRESSE CANADIENNE

Des 25 entreprises canadiennes ayant enregistré les plus forts revenus en 1995, dix ont leur siège social à Montréal. En ordre décroissant, ce sont BCE (2e), Seagram (5e), Alcan (7e), Imasco (11), Canadien Pacifique (14e), Hydro-Québec (15e), Power Corp. (17e), Bombardier (18e), Provigo (23e) et Quebecor (25e).

L'examen annuel mené par la revue Commerce, à partir du palmarès établi par le Financial Post Magazine, a également permis de dénombrier 113 entreprises ayant leur siège social au Québec dans la liste des 500 canadiennes qui ont réalisé les meilleurs revenus en 1995.

La palme des meilleurs revenus revient à General Motors du Canada avec 30,7 milliards. BCE suit avec 24,6 milliards tandis que Que-

becor arrive au 25e rang avec des revenus de 5,5 milliards.

Si le palmarès était établi selon le bénéfice net, c'est Seagram qu'on aurait retrouvé en tête, et de loin, avec 4,6 milliards.

En outre, l'examen des tableaux thématiques permet d'identifier dans quels secteurs la présence des entreprises ayant leur siège social au Québec est la plus forte et aussi ceux où elle est faible, voire absente.

Secteur financier

Dans la liste des 50 entreprises du secteur financier, six des dix premières places sont occupées par des entreprises ayant leur siège social à Montréal. Vient en tête la Banque Royale, suivie en troisième place par la Banque de Montréal, le Mouvement des caisses Desjardins (6e), la Caisse de dépôt et de placement (7e), la Banque Nationale du

Canada (9e) et la Financière Power (au 10e rang). Les quatre autres institutions financières se retrouvant dans les dix premières ont leur siège social en Ontario.

Dans le secteur des caisses de retraite privées, sur les dix plus performantes au plan canadien, sept ont leur siège social au Québec.

Dans le domaine des transports où le palmarès est établi selon les revenus les plus élevés, cinq ont leur siège social au Québec. Dans les conglomérats, il y en a quatre (Seagram, Imasco, Canadien Pacifique et Power Corp.) et quatre également dans le domaine des produits forestiers.

Il y en a trois dans les dix entreprises de consultants et de ressources humaines, de même que dans la fabrication variée et dans les médias. Il n'y en a plus que deux dans les télécommunications, l'agri-

culture, les détaillants, l'énergie, dans l'assurance de dommages et l'assurance de personnes.

Des dix plus grandes agences canadiennes de publicité, deux seulement ont leur siège social au Québec: Cossette Communication Marketing, en deuxième place, avec des revenus de 48,8 millions et Groupe BCP, en huitième place, avec 24,7 millions.

Pour les mines et métaux et les caisses de retraite publiques, on ne compte qu'une entreprise ayant son siège social au Québec parmi la liste des dix entreprises canadiennes les plus performantes.

Finalement, le Québec n'abrite le siège social d'aucune des dix entreprises qui ont les meilleurs revenus dans les secteurs des boissons et aliments, de l'agriculture, des cabinets de comptables et en haute technologie.

Goineau
Bousquet
sous la
protection
des tribunaux

LE DEVOIR

Goineau Bousquet vient de se placer sous la protection de la loi sur la faillite. De plus, la présidente de la compagnie, Sophie Goineau, a annoncé la fermeture de son magasin de Greenfield Park sur la rive-sud de Montréal.

Une quarantaine d'employés se retrouveront au chômage d'ici la fin de juillet. Mme Goineau a expliqué ces décisions par la conjoncture difficile et le désir de consolider les deux magasins de Laval, spécialisés dans la vente de matériaux de construction et de rénovation. Elle a parlé de «repli stratégique sur notre territoire» tout en assurant que «nous n'avons aucunement l'intention de fermer nos magasins de Laval».

«Nous avons déjà l'appui de la banque et nous comptons sur la satisfaction de nos clients ainsi que sur le dynamisme de nos employés pour remonter la pente», a renchéri Mme Goineau. L'entreprise entend respecter tous ses engagements à l'endroit de ses clients et fera d'ici quelques semaines à ses créanciers «une proposition qui sera marquée à la fois par le souci d'être équitable et la ferme intention de maintenir avec eux des rapports mutuellement bénéfiques à long terme.» Goineau Bousquet a été fondée en 1929 à Laval.

Glaxo ouvre son centre d'appels



PHOTO CANAPRESS

LA SOCIÉTÉ pharmaceutique Glaxo Wellcome, partenaire de BioChem Pharma dans le développement du 3TC, a inauguré hier son centre d'appels national dans les locaux de son bureau d'affaires du Québec, à Saint-Laurent. Une équipe de 25 préposés spécialisés y assure la gestion des plus de 30 000 appels par mois reçus et acheminés vers les clientèles de Glaxo Wellcome pour l'ensemble du Canada. Le premier vice-président, relations clientèles de Glaxo Wellcome, Paul L'Archevêque, a indiqué que l'entreprise avait choisi de centraliser au Québec des fonctions normalement réservées au siège social, «en raison de la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée, bilingue et flexible permettant d'assurer des services de première qualité aux partenaires et clients externes de l'entreprise». Le centre d'appels regroupe le centre de renseignements à la clientèle, le service d'information médicale, la gestion des commandes ainsi que la gestion du crédit et la collection pour l'ensemble du pays. Filiale de Glaxo Wellcome plc, la plus grande société pharmaceutique au monde, Glaxo Wellcome emploie plus de 1100 employés au Canada, dont 150 au Bureau d'affaires du Québec et 214 à son usine de Kirkland.

Projet de nouvelle navette spatiale

Boeing se retire d'une alliance
avec McDonnell

Washington (AFP) — Boeing a décidé de se retirer de son alliance avec McDonnell Douglas dans le projet de nouvelle navette spatiale, de manière à pouvoir être en mesure d'offrir ses services à celui qui remportera le premier contrat, a indiqué hier un porte-parole du premier avionneur mondial, David Suffia.

«Nous étions seulement partenaires dans la première phase de ce projet» qui est maintenant terminée, a-t-il expliqué et Boeing pense que pour «des raisons de stratégie, la meilleure voie à suivre à ce stade est d'être disponible pour celui qui remportera le contrat préliminaire».

Le gouvernement doit en principe faire connaître sa sélection pour un prototype d'ici un mois et commencer alors à attribuer pour environ 900 millions de dollars de contrats préliminaires.

Cette décision ne reflète pas un manque de confiance dans la qualité de la conception proposée par McDonnell Douglas, a-t-il affirmé mais seulement le fait qu'elle correspond au meilleur intérêt de Boeing qui est «d'être souple», de «laisser la porte ouverte», a encore dit M. Suffia.

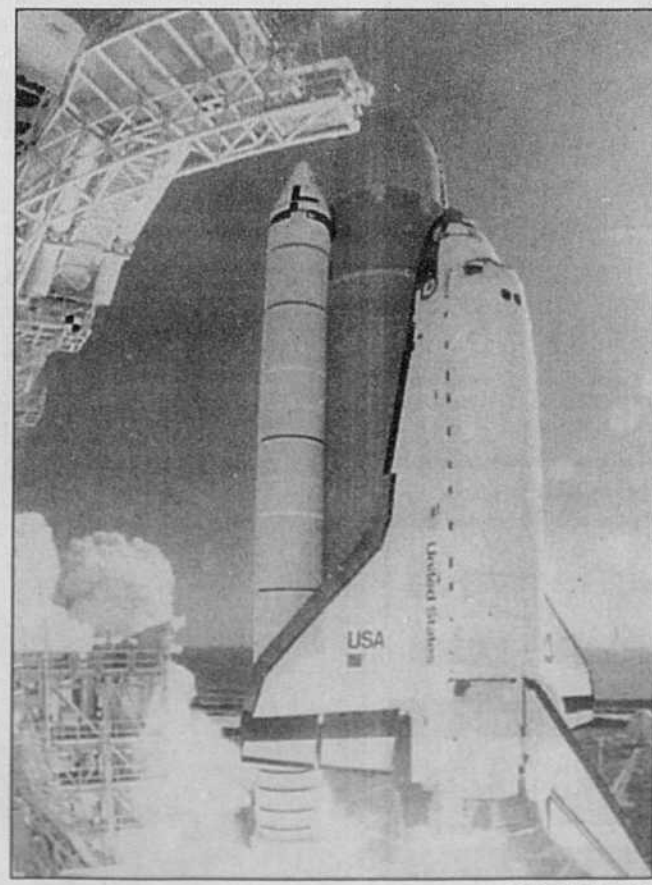
Boeing et McDonnell Douglas

avaient conclu cet accord de coopération sur la première phase de conception de la future navette en 1994. Les deux autres projets concurrents sont proposés par Lockheed Martin et Rockwell International Corp.

Le Wall Street Journal rapportait hier, en citant des sources proches des discussions, que la direction de Boeing a décidé de se retirer de son alliance avec McDonnell Douglas après être devenue sceptique sur les possibilités de mettre au point et de financer une flotte de navettes réutilisables et économiques. En bref, selon ces mêmes sources, Boeing a des doutes sur les qualités du projet de navette de McDonnell Douglas.

La NASA, chargée de procéder à la présélection entre les trois projets de prototypes de navettes en lice, baptisée X-33, devrait faire connaître sa décision au début juillet.

La nouvelle navette, qui sera gérée par le secteur privé, aura surtout pour mission à partir de 2003 de transporter des matériaux, équipements et personnel jusqu'à la future station orbitale devant être construite. Elle sera également utilisée pour mettre des satellites sur orbite basse.



Le lancement récent de la navette Endeavour. PHOTO ARCHIVES

ÉTATS-UNIS

La fusion de
Union Pacific
et de Southern
Pacific n'aura
pas lieu

Washington (AFP) — Le département américain de la Justice s'est prononcé hier contre la fusion proposée entre Union Pacific Corp. et Southern Pacific Rail Corp en expliquant que cette combinaison réduirait la concurrence dans le secteur du fret ferroviaire.

Le département de la Justice, qui a transmis cette recommandation au Bureau des transports de surface (STB), dont la décision est prévue le 3 juillet, estime que cette fusion entre deux des principales compagnies de fret ferroviaire aux États-Unis pourrait entraîner une hausse annuelle de 800 millions\$ US du prix total payé par les utilisateurs.

Dans de brèves conclusions, les services antitrusts de la Justice indiquent que «cette fusion donnerait à Union Pacific un monopole de centaines de marchés, y compris celui de Houston (Texas), la côte du golfe du Mexique ainsi que la région du Colorado et l'Utah. En outre une telle alliance laisserait d'autres marchés importants comme Los Angeles (Californie) avec seulement deux concurrents.

Le département de la Justice a indiqué au STB que le rejet de cette demande de fusion, sans condition, est le moyen le plus efficace et le plus rapide de préserver la concurrence. Etant donné l'étendue des ventes d'actifs qui seraient requises pour éliminer l'énorme impact (de cette fusion) sur la concurrence», le département de la Justice avertit le STB que ce serait une tâche difficile, voire impossible.

«Cette fusion signifierait des coûts de fret plus élevés, ce qui coûterait cher aux usagers», a déclaré Anne Bingaman, assistant Attorney General (sous-secrétaire à la Justice) chargée du Bureau antitrust, en recommandant au STB de rejeter cette transaction.

Les services
antitrusts de
la Justice
indiquent
que cette
fusion
donnerait à
Union Pacific
un monopole
de centaines
de marchés

ELLE EST LA
PREMIÈRE DE
SA CLASSE ET
LA SEULE À
AVOIR UNE
MALADIE DU FOIE.

51 rue Saint-Jacques, Montréal
(514) 284-2153
1-800-563-5483

FONDATION
CANADIENNE
DU FOIE

Section de Montréal, 264, boul. René-Lévesque Est,
Bureau #12, Montréal (Québec) H2X 1P9
N° d'inscription de l'organisme de bienfaisance: 103999-13

LA
MARITIME

AVIS DE DIVIDENDE

Le conseil d'administration de La Maritime, compagnie d'assurance-vie a déclaré un dividende trimestriel par action égal à un quart de 72 % de la moyenne du taux préférentiel (tel qu'il est décrit dans les dispositions jointes aux actions privilégiées de premier rang de série A) en cours chaque jour pendant le trimestre se terminant le 15 juin 1996, multiplié par 25\$. Ce dividende sera versé le 28 juin 1996 aux actionnaires inscrits à la clôture des registres le 15 juin 1996.

La Secrétaire générale
Heather M. Hannon, LL.B.

Halifax (Nouvelle-Écosse)
Le 30 mai 1996

ÉCONOMIE

BRÉSIL

Le prophète de malheur rabroué

Les analystes brésiliens critiquent le diagnostic de l'Américain Dornbusch

Sao Paulo (Reuter) — Les analystes brésiliens se sont employés hier à minimiser la portée des déclarations de l'économiste américain Rudiger Dornbusch qui redoute une crise financière prochainement au Brésil.

Selon lui, elle serait de même ampleur que celle qui a touché le Mexique en décembre 1994. Propos qui ont provoqué une baisse du dollar en Europe en début de journée. «Tout le monde a le même scénario sur les risques du Brésil mais les opinions divergent sur leur probabilité», explique Mauro Schneider (ING Barings).

Dornbusch, qui s'exprimait à Sydney, n'en est pas à sa première attaque de la gestion brésilienne. Il estimait la semaine dernière que la politique monétaire restrictive du gouvernement était «terrible car elle amène le Brésil à la faillite par le seul objectif d'une inflation très faible». Une semaine auparavant, il déclarait que le président Fernando Henrique Cardoso devrait accélérer la croissance économique ou démissionner.

Dornbusch pense aussi que le Brésil doit dévaluer le real, qu'il juge surévalué de 40 % par rapport au dollar. A quoi le ministre des Finances brésilien Pedro Malan a répliqué que ce dernier se trouvait bien seul à penser cela. «Aucun économiste brésilien digne de ce nom ne peut croire que le real soit à ce point surevalué. Dornbusch est vraiment très isolé sur ce front», a-t-il déclaré à la Télévision financière de Reuter.

«Malgré les préoccupations des marchés et les déclarations de Dornbusch, une dévaluation est fort improbable à court terme et cela pour plusieurs raisons», renchérit Marcelo Carvalho (JP Morgan). «D'abord, la situation commerciale du Brésil n'est en rien mauvaise. Ensuite, une dévaluation créerait des pressions inflationnistes; or, le gouvernement a pour objectif primordial de maîtriser l'inflation», ajoute-t-il. «Enfin, les réserves de change sont énormes et suffiraient à contrer tout mouvement

de panique ponctuel.»

Si les économistes brésiliens conviennent que pour l'essentiel l'investissement étranger au Brésil se fait sous forme de flux à court terme, ce qui inquiète grandement Dornbusch, ils remarquent que l'investissement étranger direct augmente, ce qui selon eux témoigne d'une certaine confiance envers le pays.

Schneider estime que cet investissement direct devrait représenter 7 milliards \$ US environ cette année contre 3 milliards en 1995 et une moyenne annuelle de 1 milliard de 1992 à 1994.

«A court terme, les propos de Dornbusch risquent d'avoir de l'effet sur les marchés mais les investisseurs qui y regarderont de plus près se rendront compte que la situation d'aujourd'hui n'a rien à voir avec celle du Mexique de 1994», observe Carvalho.

Ils font valoir que le Mexique voyait ses réserves de change fondre, qu'il accusait un déficit courant de 8 % et souffrait d'une grave crise politique, alors que le Brésil a des réserves de change de l'ordre de 55 milliards \$ US, un déficit courant de 2,8 % et pas de crise politique grave.

Le ministre des Finances a par ailleurs estimé que les États-Unis manquaient d'informations sur la véritable situation économique du Brésil. «Il (Dornbusch) dit des choses justes et des choses nouvelles. Malheureusement, les choses correctes ne sont pas du tout nouvelles et les choses nouvelles sont soit incorrectes soit témoignent d'un manque d'information sur la situation actuelle de l'économie brésilienne», dit-il.

Quant à combattre l'inflation, «nous pensons que, pour un pays où l'inflation atteignait 5000 % l'an voici quelques années, il est faux de dire que l'inflation n'est plus un problème et qu'on peut passer à autre chose», ajoute-t-il.

Le taux mensuel d'inflation est de 1,49 % environ au Brésil.

DEVISES ÉTRANGÈRES (EN DOLLARS CANADIENS)

Afrique du Sud (rand)	0,3794	Hong-Kong (dollar)	0,1825
Allemagne (mark)	0,8960	Indonésie (rupiah)	0,000613
Australie (dollar)	1,1383	Italie (lire)	0,000918
Barbade (dollar)	0,71	Jamaïque (dollar)	0,0374
Belgique (franc)	0,044878	Japon (yen)	0,01261
Bermudes (dollar)	1,3882	Mexique (peso)	0,2054
Brésil (real)	1,4542	Pays-Bas (florin)	0,8263
Caribbes (dollar)	0,5306	Portugal (escudo)	0,00907
Chine (renminbi)	0,1703	Royaume-Uni (livre)	2,1284
Espagne (peseta)	0,01107	Russie (rouble)	0,0002799
États-Unis (dollar)	1,3683	Singapour (dollar)	1,00147
Europe (ECU)	1,7473	Suisse (franc)	1,1285
France (franc)	0,2646	Taiwan (dollar)	0,051314
Grèce (drachme)	0,00598	Venezuela (bolivar)	0,002995

SOURCE BANQUE DE MONTRÉAL

LA MÉTÉO D'ENVIRONNEMENT CANADA

MONTREAL

Aujourd'hui	Ce Soir	Mercredi	Jeudi	Vendredi
max 24	min 14	max 22	13/23	14/24

QUÉBEC

Aujourd'hui	Ce Soir	Mercredi	Jeudi	Vendredi
max 20	min 14	max 23	11/22	11/22

OTTAWA

Aujourd'hui	Ce Soir	Mercredi	Jeudi	Vendredi
max 25	min 14	max 23	13/23	14/24

Météo-Nautique
1 900 565-4000
Environnement Canada
95e/minute «La météo à la source»

Ouverture du Salon COMDEX à Chicago

Le monde informatique se rebaptise «planète Internet»

Chicago (AFP) — Le réseau mondial Internet et sa technologie de communication universelle dominent le salon informatique COMDEX ouvert hier à Chicago, un des plus importants des États-Unis, montrant ainsi que l'industrie informatique tourne désormais autour de la planète Internet.

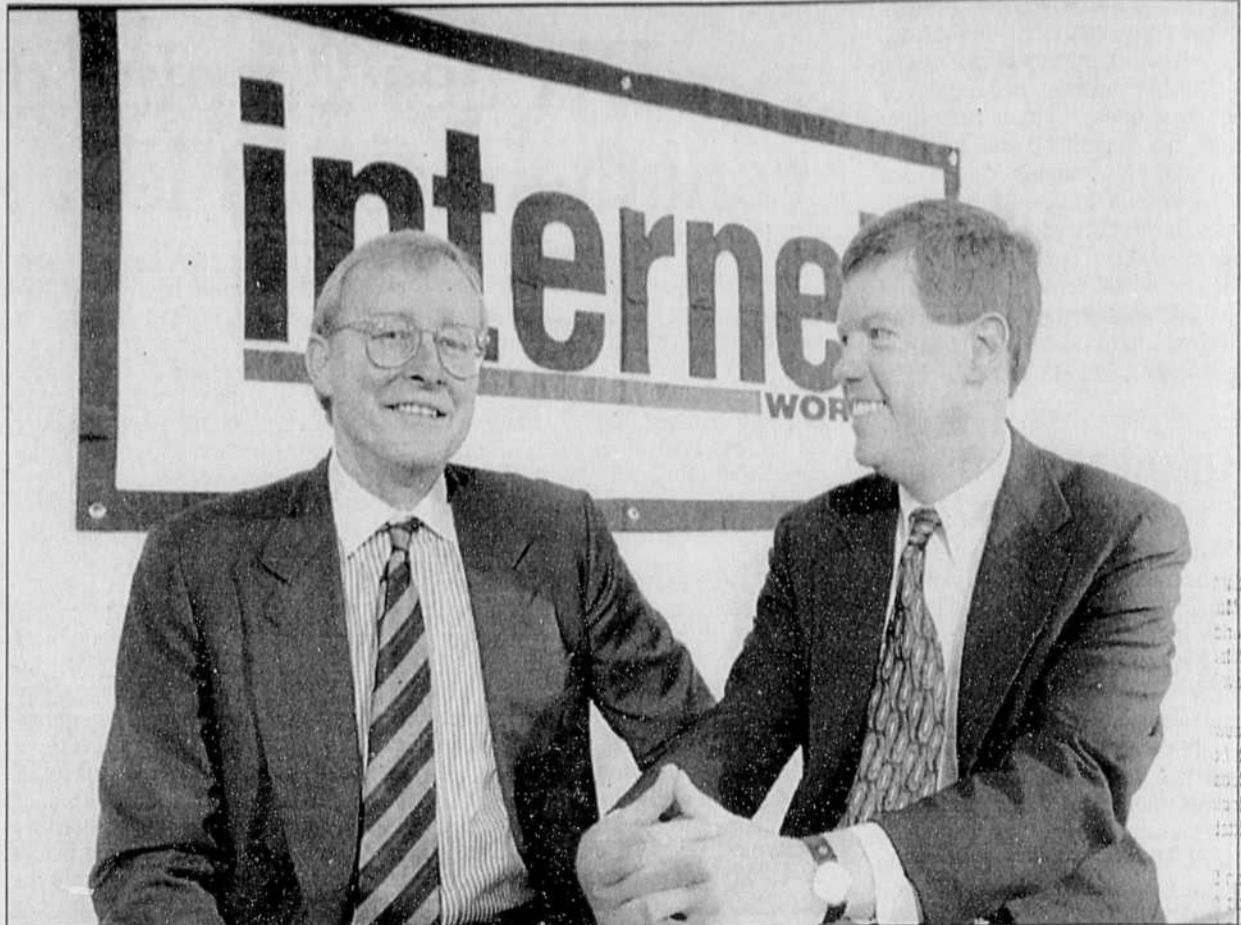
Parmi les 1100 exposants du deuxième salon informatique américain, il n'en est pas un qui n'annonce un produit pour Internet. Les fabricants présentent du matériel pour accéder à Internet, les concepteurs de logiciels mettent en avant des programmes pour Internet, les sociétés de services vantent leur savoir-faire avec Internet.

La révolution est évidente, même si elle est encore toute neuve. Il y a seulement un an, «c'était l'attente de Windows 95», le système d'exploitation de dernière génération de Microsoft, «qui dominait le salon», remarque un visiteur. «Aujourd'hui, c'est d'Internet dont il s'agit».

«Aucune force au monde ne paraît pouvoir contenir la croissance explosive d'Internet et la passion de ses partisans», souligne un des organisateurs du salon, Amy Wohl. Internet attire un million de nouveaux utilisateurs chaque mois, selon les statistiques de la profession. Cette montée en puissance du réseau est pain béni pour toutes les entreprises informatiques qui veulent secouer le joug de Microsoft, dont les différentes versions de Windows constituent l'intelligence de 86 % des micro-ordinateurs dans le monde.

Les communications sur Internet sont en effet basées sur une technologie ouverte, autrement dit compatible avec toutes sortes de systèmes informatiques. A l'inverse, Microsoft utilise une technologie dite propriétaire, qui contraint les éditeurs de logiciels à écrire leurs programmes spécifiquement pour Windows et les détenteurs de micro-ordinateurs à n'acheter que des produits conçus pour ce système.

Le succès d'Internet «marque un changement fondamental dans la façon de communiquer» des gens, mais aussi dans les stratégies des entreprises, a relevé Jim Clark, PDG de Netscape Communications, dans le discours d'ouverture du salon.



Avec quelque 40 millions d'utilisateurs, Netscape — dont on aperçoit ci-dessus le président James Clark en compagnie du patron de Sun Microsystems, Scott McNally en 1995 —, domine largement le marché des logiciels de navigation sur Internet.

«Mais elles sont appelées à le remplacer, n'hésite pas à affirmer le PDG de Netscape.

«Puisque l'Internet peut transporter toutes sortes de données (données informatiques, photos, son et vidéo), il va devenir le canal standard de transmission de toutes ces formes d'informations, y compris la voix», a-t-il déclaré.

Selon lui, les compagnies de télécommunications vont trouver dans l'accès à Internet une nouvelle source de revenus, qui viendra compenser la perte de communications téléphoniques à proprement parler. Des géants comme AT and T ou MCI, mais aussi des compagnies régionales américaines, offrent depuis peu de tels services.

Le bouleversement commence à toucher les médias traditionnels, appelés à fournir de «l'information

à la carte», a souligné M. Clark. Déjà, des programmes radio sont diffusés sur Internet. De grands quotidiens comme le New York Times ou le Wall Street Journal ont ouvert des sites où les informations sont mises à jour régulièrement.

Enfin, a estimé le PDG, Internet est la plateforme idéale pour des services allant des banques électroniques aux agences de voyage, en passant par le commerce en ligne. Bref, «pour tout ce que l'on faisait jusqu'à présent par téléphone». Ce rôle quotidien d'Internet pourrait se refléter dans les maisons, où des appareils hybrides tenant de la télévision, des consoles de jeux et du micro-ordinateur pourraient envahir chaque pièce. Les groupes électroniques sont de plus en plus nombreux à proposer de telles machines.

«Le succès d'Internet «marque un changement fondamental dans la façon de communiquer» des gens, mais aussi dans les stratégies des entreprises, a relevé Jim Clark, PDG de Netscape Communications, dans le discours d'ouverture du salon.

EN BREF

UNE FAILLITE DE 350 MILLIARDS DE YENS

Tokyo (AP) — Shinkyoto Shimpan, une institution financière de Kyoto, a déclaré faillite hier, emportant avec elle quelque 350 milliards de yen (3,24 milliards \$ US) de dettes. Sanwa Bank, Hokkaido Bank et Nippon Credit Bank sont les trois principaux créanciers de la compagnie de finance, qui émet des cartes de crédit et des prêts hypothécaires garantis. Un analyste bancaire de Merrill Lynch Securities a déclaré que cette faillite ne devrait pas avoir de sérieux effets sur la santé financière des trois banques japonaises créancières.

OEQ JUSQU'AU 7 JUIN

Le ministre des Finances, Bernard Landry, a annoncé hier que les détenteurs d'obligations d'épargne du Québec des émissions E-81, E-86 et E-89 désirant acquérir des titres de la nouvelle émission pourront le faire jusqu'au 7 juin inclusivement.

«Placements Québec a reçu de nombreux appels de détenteurs qui n'avaient que le samedi 1er juin pour remplacer leurs obligations à échéance par les nouvelles, alors que plusieurs institutions financières étaient fermées. La décision du ministre vise à répondre à une demande de ces épargnants qui désiraient reconduire leurs placements et qui n'ont pu le faire, compte tenu des heures d'ouverture des institutions financières», a soutenu M. Landry.

AUTOMOBILE

Le Coréen Daewoo éprouve des difficultés à s'établir en Amérique du Nord

Dix-huit mois avant d'inaugurer ses opérations en Amérique du Nord, le constructeur coréen Daewoo vient de faire savoir qu'il arrêterait les études, gelait la recherche d'un administrateur et renvoyait ses consultants à leurs études, les plans fournis ne coïncidant pas avec la philosophie de la maison-mère.

Le président des Affaires internationales, Lee Chong-Sung affirme que Daewoo compte bien débiter la commercialisation de ses modèles fin 1997, malgré le fait que de nombreuses questions demeurent encore sans réponse. La compagnie coréenne fait marche arrière et retourne à la case départ en tentant de savoir:

- si ses franchises seront attribuées de manière nationale (comme Hyundai) ou régionale (comme Kia)?
- Si les voitures seront vendues selon un système de concessionnaires franchisés ou comme cela a si bien fonctionné en Angleterre, à travers des magasins d'usine ou des commerces de bicyclettes?
- Si, alors qu'il a prévu une gamme de trois modèles, Daewoo devrait les lancer ensemble ou séparément?

Daewoo favorise une nouvelle approche, à la suite des nouvelles expériences de ses deux compatriotes Hyundai et Kia. Comme eux Daewoo ne capitalisera pas sur la qualité de la fabrication ou celle du service après-vente, car ces deux tactiques se sont révélées coûteuses et vaines, puisque Hyundai est dans un désarroi total et que Kia a jeté l'éponge. Tous deux sont loin d'avoir convaincu les Américains qu'ils étaient capables de produire des véhicules de qualité. Pourtant escamoter l'aspect qualité ne sera pas facile pour Daewoo dont les trois modèles vont affronter chacun dans leur segment des concurrents de haute qualité.

Le premier modèle qui sera introduit sera la sous-compact Cielo/Nexia qui n'est en fait qu'une extrapolation d'une voiture que GM a vendue au Canada sous le nom de Passport Optima puis Pontiac Le Mans. Ce modèle n'est pas récent puisqu'il dérive d'une ancienne version de l'Opel Kadett qui affrontera les Hyundai Accent et Geo Metro de même format. Le second, établi sur la même plateforme que la Cielo-Nexia, sera baptisé Espero et concurrencera les Saturn et Toyota Corolla. Enfin, le troisième est un tout nouveau véhicule de la série V comparable aux Honda Accord, Ford Contour et Pontiac Grand Am. Jusqu'à présent sur les marchés où les Cielo et Espero sont déjà vendues, les critiques leur ont donné une note passable, bien qu'elles ne soient pas vendues comme des voitures à rabais.

Une dernière avenue pour Daewoo consisterait à acquérir la totalité de la firme britannique Lotus (sa concurrente Kia a acheté les droits de la Lotus Elan en

1994) y compris son bureau d'études réputé afin de disposer dans un second temps de modèles plus compétitifs. Une des questions qui trouvera bientôt une réponse est de savoir si Kmart assurera la garantie et le service de Daewoo, substitut possible à l'établissement d'un réseau de concessionnaires conventionnel. Cela constituerait d'emblée un réseau de 870 magasins qui vient de passer aux mains du magnat Roger Penske.

Toutefois la direction de Kmart fait savoir qu'elle est déjà si occupée à se restructurer qu'il lui semble difficile d'envisager des activités annexes pour l'instant. Pourtant certains analystes voient dans cette déclaration, la possibilité que l'entente aille plus loin que le service et comprenne aussi la vente au détail des modèles de Daewoo.

Cette formule n'est pas très éloignée de celle qui fonctionne fort bien en Angleterre où les voitures du constructeur coréen sont vendues dans 16 magasins lui appartenant et la chaîne de bicyclettes Halford, dans un environnement exempt des pressions des salles d'exposition conventionnelles et utilisant des présentations interactives. Cette stratégie rappelle aussi celle utilisée par Honda lors de ses débuts en Amérique du Nord, alors que ses premières voitures étaient vendues à côté de motos et de tondeuses dans des quincailleries...

Toutefois comme le marché américain est très différent en taille par rapport à celui du Royaume-Uni, Lee n'est pas certain que cette tactique fonctionne aussi bien pour Daewoo qui vend aussi ses véhicules dans d'autres pays selon des systèmes plus conventionnels.

Dans l'hypothèse d'une association avec Kmart, Daewoo pourrait compter sur l'appui d'un des membres de son conseil en la personne de James McDonald qui a été président de GM de 1981 à 1987, à l'époque où Daewoo fabriquait les Passport Optima/Pontiac Le Mans que le premier constructeur américain distribuait alors.

En janvier dernier Daewoo recherchait activement des candidats pour assurer la direction de sa filiale américaine, mais la plupart des personnalités approchées refusèrent l'offre. Depuis, Daewoo a cessé d'utiliser les services de la firme de chasseurs de têtes Paul Ray Berndtson de Los Angeles, considérant que l'accumulation de difficultés pouvait compromettre l'entreprise.

Toutefois, en maintenant le lancement de ses opérations pour la fin de 1997, Daewoo se donne peu de temps pour régler des problèmes aussi cruciaux que l'importation, la distribution, la mise en marché et les campagnes de publicité.

La voix des enfants depuis 75 ans

Aide à l'enfance
1-800-668-5036

des problèmes aussi cruciaux que l'importation, la distribution, la mise en marché et les campagnes de publicité. Selon la formule de Lee Chong-Sung, sa compagnie s'efforcera d'être aussi flexible que possible et ne prévoit pas pour l'instant de s'établir au Canada.

LE DEVOIR

CULTURE



L'ENFER C'EST NOUS AUTRES

Julie Snyder reçoit Michel Rivard, Gilles Vigneault s'intéresse au marché aux puces de Lachute et le Cirque du Soleil présente un extrait de Quidam.

Radio-Canada, 19h

FLEURS ET JARDINS

Vous voulez installer des boîtes à fleurs sur votre balcon mais remettez ça à l'année prochaine? Daniel Pinaud devrait pouvoir vous guider.

TVA, 19h30

FRONTLINE

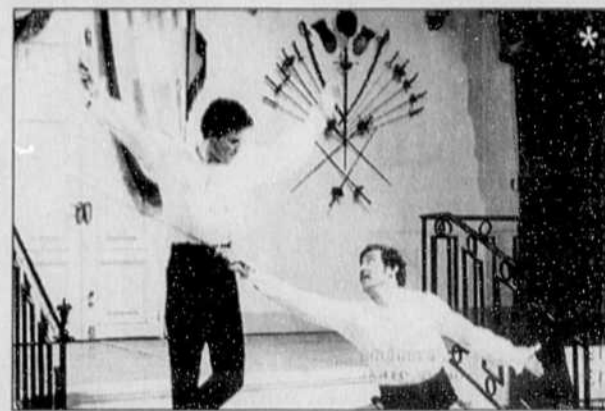
The Gate of Heavenly Peace. L'histoire du mouvement de protestation en Chine, qui a culminé avec l'occupation de la place Tien an Men, au printemps 1989.

PBS-33, 21h

MAISONNEUVE À L'ÉCOUTE

Pierre Maisonneuve reçoit Jean-Claude Germain, porte-parole de la Coalition pour la promotion de l'histoire au Québec. Il parlera du récent sondage indiquant qu'une forte majorité de la population veut rendre l'enseignement de l'histoire obligatoire.

RDI, 22h



PAULE DES RIVIÈRES

CANAUX	16:30	17:00	17:30	18:00	18:30	19:00	19:30	20:00	20:30	21:00	21:30	22:00	22:30	23:00	23:30
2 2 4	Cinéma / D'AMOUR ET D'EAU	Seinfeld	Watatatow	Ce soir	L'enfer c'est nous autres / Michel Rivard, Gilles Vigneault, Cirque du Soleil	Mr. Bean	Hockey / Panthers - Avalanche					Le Téléjournal	Le Point (22:54)	Nouvelles du sport / Météo	
6 7 9	FRAÎCHE (5) avec V. Vaughan (15:00)														
9 11 12															
13															
4 5 6	Alerte à Malibu (16:00)	Mongrain		Le TVA	Piment fort / Bruno Landry, Dany Turcotte, Richard Z. Siros	Chambres en ville	Fleurs et Jardins / Techniques de plantation; aménager un balcon	Place Melrose		Le Match de la vie / Diane Dufresne, la diva du Québec; la grossesse chez les adolescentes; les nains	Le TVA	chaBada / Guy Carbonneau, Suzanne Lapointe	TVA Sports / Loteries (23:52)		
7 8 9															
10 11 13															
40															
15 17 24	Le Monde à la carte (16:00)	Madame Pepperpote	Don Quichotte	Passe-Partout	Monde merveilleux de Disney	On aura tout vu	Consommation			Cinéma / LE ROUGE ET LE NOIR - PREMIÈRE ÉPOQUE (4) avec Gérard Philippe, Danielle Darrieux			Cinéma / LES BELLES DE NUIT (3) avec Gérard Philippe, Martine Carol (22:56)		
30 46															
2 4 16	À la claire fontaine	Le Grand Journal		Guerre des clans	Sur les quais / Offenbach, M. Courtemanche	Baseball / Expos - Marlins				New York Police d'État (sous réserves)	Le Grand Journal	Sports Plus	Paire d'as		
30 35 49															
5 6	Family Matters	The Simpsons	Fresh Prince of Bel-Air	Newsday	On the Road...	Liberty Street	Hockey / Panthers - Avalanche							CBC News	
4															
8 13	Oprah (16:00)	Home Videos	Home Improv.	Newsline	Wheel of...	Jeopardy!	Roseanne	Drew Carey	Home Improvement	John Larroquette	W 5			CTV News	Nightline
12		Roseanne	Seinfeld	Pulse	E.T.	Lifestyle		Frasier							Pulse
8	Ricki... (16:00)	News			ABC News	Wheel of...	Jeopardy!								
13	Family Matters					E.T.	Roseanne	Drew Carey Show		Coach	NYPD Blue				Nightline (23:35)
22	...Pet Shop	Home Videos	Roseanne	News		Star Trek: Next Generation									
3	Fresh Prince	The Simpsons	Seinfeld	News		CBS News	E.T.	The Client							The Late Show (23:35)
8	Oprah (16:00)	News	Coach	News		CBS News	Wheel of...	Jeopardy!							
5	Gargoyles	Inside Edition	Jeopardy!			NBC News	Wheel of...		3rd Rock from the Sun	Wings	Frasier	John Larroquette	Dateline NBC		The Tonight Show (23:35)
10	Cheers (16:00)	Live at Five	Inside Edition			American Jrnl	Extra - E.T.								
33	Wishbone	Kratt's Creat.	Bill Nye	Newshour		Nightly Bus.	Chronicles	Nova / Treasures ...Barrier Reef	Frontline / Heavenly Peace						Cinéma
57	C. Sandiego	Bill Nye	Wishbone	ITN News	Nightly Bus.	Newshour		Lawns and Gardens	J. Baker Gardening Special (20:55)	The Joy of Stress					EastE. (23:10) C. Rose (23:40)
6	The Young and the Restless	Global News				A Current Affair	E.T.	3rd Rock...	Wings	Frasier	Grace Under...	NYPD Blue			Global News Sportsline
24	Join In!	Bookmice	Dudley Dragon	Eric's World	The Intrepids	B.C. Wine...	Summer Coll.	Studio	Porterhouse Blue			Vital Signs			Golf and All Its Glory
TSN	Bodyshaping	Flex Appeal	WWF Raw	Sportsdesk	Inside Sports	Baseball / Blue Jays - Yankees									Sportsdesk
RDS	Repêch. (16:00)	Le Défi Mini-Putt		Caravanning	Sports 30 Mag	Champ. canadien de nage synchronisée	Tennis / Internationaux de France / Quarts de finale					Sports 30 Mag			Caravanning
TV5	Pyramide	Journal suisse	Visions/Gour.	Des Chiffres...	Studio Gabriel	Journal FR2	Temps présent		Ça se discute / Dormons-nous trop?	Paris Lumières	Journal belge	Studio Gabriel	Visions...		
CF	Débrouillards	Télé-pirate	Schtroumpfs	Ma sorcière...	Premières Fois										
MP	Musique vidéo (16:00)	La Courbe	Planète Rock			Les Bombes	1 x 5	Kitaro: an Enchanted Evening	Perfecto			Musique vidéo			
MM	VideoF. (12:00)	RapCity	The Wedge	Daily R.S.V.P.	SuperHitVideo	Fax	Spotlight	The Partridge	The NewMusic			VideoFlow	Fax		Spotlight
SE	Spenser: le piège (16:05)	Pierre Légaré en spectacle (17:40)				La Peste (19:10)				Johnny Mnémonique		Jambon Jambon (22:40)			
YTV	Wishbone	Rugrats	The Flintstones	Earthworm Jim	Bump in...	Reboot	Are You Afraid	YTV News	Captain Power	Tarzan	Heartbeat...	Rough Guide			Catwalk
RDI	Jmi FR2 (16:00)	Aujourd'hui	Euronews	Au travail!		Monde ce soir	Capital Actions	Reportages / Vie en pente douce		Le Téléjournal	Maisonneuve à l'écoute	Le Canada aujourd'hui			Sport
D	Cinéma / LA BELLE ÉTOILE (5) avec B. Marx (16:00)	Les Champions				Monde et Mystères (12/15)		Autour du monde en 80 jours		Biographies / Ingrid Bergman	Le Monde en guerre (6/26)				Les Envahisseurs

CINÉMA AU PETIT ÉCRAN

LE ROUGE ET LE NOIR
(4) Fr. 1954. Drame psychologique de C. Autant-Lara avec Gérard Philippe, Danielle Darrieux et Antonella Luadi. Un jeune ambitieux choisit la carrière ecclésiastique pour réussir dans la société.
RQ 21h

LES BELLES DE NUIT
(3) Fr. 1952. Comédie fantastique de R. Clair avec Gérard Philippe, Martine Carol et Gina Lollobrigida. Les rêveries d'un jeune musicien pauvre.
RQ 22h56

LE JOUR LE PLUS LONG
(3) (The Longest Day) É.-U. 1962. Drame de guerre de K. Annakin, A. Marton, B. Wicki et E. Williams avec John Wayne, Robert Mitchum et Hans Christian Blech. Le débarquement allié en Normandie, le 6 juin 1944.
SRC 23h35

CLOSELY WATCHED TRAINS
(3) Tch. 1966. Comédie dramatique de J. Menzel avec Václav Neckar, Jiřka Bendova et Joseph Somr. Après une expérience amoureuse manquée, un jeune homme tente de se suicider.
CBC 0h30

(1) Chef-d'œuvre (2) Excellent (3) Très bon (4) Bon (5) Passable (6) Médiocre (7) Minable.

Hydro Québec présente **LES FRANCOFOLIES DE MONTRÉAL** en collaboration avec **Blanc DRY**

1^{er} AU 10 AOÛT 1996

PROCUREZ-VOUS VOS BILLETS AU 790-1245 (tarifs et frais de service) AU SPECTRUM, À LA PLACE DES ARTS ET AUX COMPTOIRS ADMISSION

Info-Franco Bell 514-876-8989 (Frais d'appel acceptés)

JEUDI 1 ^{er} août	VENDREDI 2 août	SAMEDI 3 août	DIMANCHE 4 août	LUNDI 5 août	MARDI 6 août	MERCREDI 7 août	JEUDI 8 août	VENDREDI 9 août	SAMEDI 10 août		
18h00 SPECTRUM CHANSONS RICHARD SÉGUIN KEVIN PARENT DIANE TELL	19h00 SPECTRUM EN HAUT SPECTACLES INTIMES « Chansons louses et cordes sensibles » [1 ^{er} , 2 et 3 août] MICHEL RIVARD ET LE FLYBIV STRING ENSEMBLE	20h00 PLACE DES ARTS LES ÉVÉNEMENTS SPECTACLE D'OUVERTURE BERGER • PLAMONDON MICHEL FUGAIN RAYMOND LÉVESQUE	21h00 PLACE DES ARTS À L'AFFICHE DORA LOU	22h00 SPECTRUM RYTHMES air transat ANGÉLIQUE KIDJO CHER MAMI SHERPAS	23h00 SPECTRUM EN HAUT LES NUITS ROCK [1 ^{er} et 2 août] FRANCE SILMARILS TSPC	18h00 SPECTRUM CHANSONS ARNO MANO SOLO ISABELLE BOULAY THOMAS FERSEN JOHANNE BLOUIN LOKUA KANZA	19h00 SPECTRUM EN HAUT SPECTACLES INTIMES « Chansons louses et cordes sensibles » [1 ^{er} , 2 et 3 août] MICHEL RIVARD ET LE FLYBIV STRING ENSEMBLE	20h00 PLACE DES ARTS LES ÉVÉNEMENTS SPECTACLE D'OUVERTURE BERGER • PLAMONDON MICHEL FUGAIN RAYMOND LÉVESQUE	21h00 PLACE DES ARTS À L'AFFICHE DORA LOU	22h00 SPECTRUM RYTHMES air transat ANGÉLIQUE KIDJO CHER MAMI SHERPAS	23h00 SPECTRUM EN HAUT LES NUITS ROCK [1 ^{er} et 2 août] FRANCE SILMARILS TSPC

